

Politiques et émissions de gaz à effet de serre : étudier l'évolution des discours politiques (focus sur le cas belge)

Grégory Piet

Conférence donnée à Louvain-La-Neuve, Belgique, le 26 octobre 2012.

Introduction

Bonjour, c'est un plaisir d'être parmi vous aujourd'hui, d'autant que je ne savais pas mercredi matin que j'aurais ce plaisir. Pierre Ozer m'a proposé cette belle aventure, j'espère être à la hauteur du défi. Beaucoup de points très intéressants ont déjà été abordés depuis ce matin et j'essayerai de ne pas être répétitif par rapport à ce qui a déjà pu être dit.

Discours vs. argumentation

Mon exposé portera sur une analyse des discours politiques et sur la manière dont les acteurs politiques belges discutent et argumentent sur et autour des gaz à effet de serre. Vous verrez que dans ma présentation, je parlerai tantôt de « discours politiques » et tantôt d'« argumentation » ou d'« arguments » des acteurs politiques. C'est une distinction que l'on fait généralement dans les études des discours et arguments.

Le discours, tout d'abord, peut être ici considéré comme un texte écrit ou oral produit par quelqu'un. Dans notre cas, le discours est produit par les acteurs politiques. Attention toutefois, je considère ici le discours comme politique en fonction de sa source et non en fonction de son contenu, de sa portée ou de ses effets. Autrement dit, le discours que j'étudie et que je vous présenterai est politique car il est porté par des hommes et femmes politiques. On aurait très bien pu avoir un discours politique défini en fonction de sa portée qui serait politique. Dans ce cas, un roman, un article d'une journaliste d'investigation, etc. auraient également pu être considérés comme politique.

L'argumentation, ensuite. Simplement définie, il s'agit d'une forme de construction d'un raisonnement qui amène à diffuser ou à orienter une manière de penser et qui vise bien souvent à convaincre un auditoire. Dans notre cas, il s'agit donc d'arguments politiques qui viennent à influencer ou orienter une manière de penser.

Je reviendrai au fur et à mesure sur ces deux notions avec des exemples au cours de ma présentation.

Plan de la présentation

Ma présentation se structure, quant à elle, en 5 points.

Je vous présenterai rapidement les données que j'ai utilisées pour cette analyse, leur temporalité et la méthode sur laquelle je m'appuie.

Je vous entretiendrai ensuite sur les discours politiques tenus sur les gaz à effet de serre. Je vous présenterai rapidement l'évolution temporelle du corpus et de la manière dont le discours sur les gaz à effet de serre a évolué dans le temps. Sur ce que les types de documents ont comme influence sur la formulation des discours politiques. Sur le fait de

savoir de quoi l'on parle en politique lorsque les acteurs politiques nous parlent de gaz à effet de serre. Que se cache-t-il derrière cette entité ?

Je vous illustrerai également la manière dont les gaz à effet de serre peuvent servir politiquement comme argument. Je m'appuierai sur l'exemple du débat sur la sortie du nucléaire en vous montrant comment l'argument des gaz à effet de serre a bien failli faire disparaître les contestataires de l'atome et ne plus donner d'argument aux lanceurs d'alerte.

Je viendrai ensuite au quatrième point de mon exposé pour vous parler des contraintes politiques dans le dossier climatique et des gaz à effet de serre. Trois contraintes seront mises en exergue : (1) la contrainte temporelle, (2) la complexité des dossiers et leurs ramifications et (3) les différentes échelles politiques et de pouvoir.

Dans mon dernier point, je reviendrai enfin sur la place des scientifiques et de leurs productions dans le dossier qui nous occupe et la manière dont les politiques viennent à les utiliser.

Enfin, je conclurai, en revenant sur la notion d'adaptation qui a guidé ces deux journées et qui me semble intéressante de mettre en perspective avec le discours politique et la manière de concevoir l'action publique aujourd'hui et demain.

1. Présentation de la méthode et des données

La méthode

Concernant la méthode, rapidement exposée, j'ai utilisé un programme informatique d'analyse de textes et de discours qui s'appelle Prospéro et qui a été développé à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) à Paris par Francis Chateauraynaud en 1995 et évolue constamment depuis lors.

Il est donc possible de faire, dans un corpus, le suivi d'un mot ou d'un ensemble de mot. Dans notre cas, j'ai suivi « gaz à effet de serre » écrit de plusieurs manières différentes, en abrégé, etc. pour former une seule base de données et la suivre dans tout le corpus.

Cette méthode permet d'approcher le texte de manière quantitative et de faire ressortir les occurrences, mais également de l'analyser de manière qualitative en retournant dans le texte au départ de Prospéro et de faire des liens avec d'autres entités de mots comme « changement climatique », « adaptation » ou étudier les adjectifs associés aux entités étudiées, par exemple.

Trois agendas

Concernant les données, pour cette présentation, je me suis basé sur un ensemble de documents politiques. Je précise d'emblée que je ne vous propose que l'étude du cas belge, vous comprendrez bien vite pourquoi et surtout, cela nous montre très bien comment les différentes échelons politiques s'emboîtent et s'encroisent. C'est paradoxal pour un échelon, je vous le conçois. On parle plus souvent, en effet, de niveau de pouvoir. Allons-y pour niveau de pouvoir, alors.

J'ai donc choisi d'analyser ici trois types d'agendas belges : (1) l'agenda politique, (2) l'agenda gouvernemental et (3) l'agenda parlementaire.

L'agenda politique belge se compose dans cette recherche des programmes des partis politiques belges francophones (ECOLO, PS, PSC/CDH, PRL/MR) de ces trente dernières

années (depuis 1981, donc). Et ce sont les programmes présentés lors des élections législatives fédérales et non régionales. Je laisse cela pour une prochaine recherche.

L'agenda gouvernemental, ensuite, se compose des accords de gouvernements (document rédigé par les partis formant un gouvernement après les élections), des déclarations de gouvernements (document lu par le Premier ministre devant les deux assemblées, le Parlement et le Sénat), des notes de politique générale (document, en général, rédigé chaque année, par le Ministre en charge de l'Environnement, du Climat, et des compétences annexes, dans notre cas) et des Plan Climat, Plan National Climat, Plan National d'Allocation.

L'agenda parlementaire, enfin, se composent des questions orales et écrites, des interpellations, des débats parlementaires et des réponses parlementaires des ministres. Pour des questions de facilité lors de l'analyse, j'ai laissé les questions et réponses parlementaires dans un même document afin d'avoir directement la réponse qui suit la question posée. Je n'ai pas introduit pour cette présentation les mêmes éléments issus du Sénat, vu les contraintes temporelles.

Je précise bien qu'il s'agit à chaque fois des agendas fédéraux, je n'ai pas introduit dans les données les agendas politiques régionaux ou européens.

Mais, quoi qu'il en soit, ce n'est pas trop grave pour la journée qui nous occupe, car, j'ai quand même pour illustrer mon propos un petit échantillon, qui me semble représentatif et qui compte environ 12000 pages à analyser, soit un ensemble de près de 200 documents (24.000.000 d'octets), répartis sur 30 ans. J'ai arrêté la recherche au 31 décembre 2011, car je n'ai pas encore encodé l'année 2012.

Trois types de discours

Pourquoi, me direz-vous, prendre trois agendas différents ? Simplement pour avoir trois types de discours politiques très différents. En effet, une question parlementaire ne se formule pas de la même manière qu'un programme de parti, ce n'est pas le même public, ce n'est pas la même arène politique.

Les trois agendas nous permettent donc de vous trois formes de discours politiques différents et d'en extraire des données multiples.

De même, certains arguments politiques pourront être identifiés dans les programmes politiques car il s'agit là de présenter les idées du parti qui se présente aux élections et être atténué ou gommé dans les accords et déclarations de gouvernement, même si ce même parti fait partie du gouvernement. Priorités des partis ne riment pas toujours avec priorités gouvernementales, dépendent de cela bons nombres de facteurs : les partis composants la majorité, le temps entre les élections et l'accord de gouvernement, les événements pouvant survenir entre les deux, etc.

Temporalité des données

Enfin, nous avons pris une base de données étendue sur trente ans pour avoir assez de recul dans l'étude des arguments politiques sur les gaz à effet de serre et d'identifier les changements dans les discours et arguments politiques.

2. GES et discours politiques

Avant de se demander, concernant les gaz à effet de serre, « de quoi parle-t-on vraiment lorsqu'il sont associés aux discours politiques ? », j'ai voulu savoir « depuis quand en parlait-on dans les discours politiques ? ».

GES : temporalité du corpus (nombre de textes)

Le premier constat que nous pouvons voir de notre corpus de textes, c'est le nombre de textes abordant le sujet qui nous intéresse « gaz à effet de serre ». Sur nos 170 textes, 74 parlent au moins une fois des gaz à effet de serre.

Le deuxième constat que nous pouvons tirer est que la première fois au niveau fédéral que la question des gaz à effet de serre est clairement formulée se fait au travers d'une question parlementaire le 5 juin 1991. Avant, alors que notre corpus de textes débute en janvier 1981, rien.

Nous voyons ensuite que la discussion sur les gaz à effet de serre réapparaît lors des élections législatives fédérales de 1995 dans les programmes des partis politiques PS, PSC, ECOLO, mais rien au PRL.

On ne peut pas dire que les questions parlementaires soient légions, seulement une en 1996 et une en 1997.

Rien en 1998.

Lors des élections législatives fédérales de 1999, on retrouve le sujet de manière transversale à présent dans tous les programmes des quatre partis politiques traditionnels.

Il faut attendre 2001 pour que quelques questions parlementaires ressurgissent.

Le premier Plan National Climat en 2002 et une question parlementaire.

A nouveau, lors des élections législatives fédérales, tous les partis politiques, sauf le CDH, parleront des gaz à effet de serre.

Le CDH aborde toutefois les gaz à effet de serre lors des élections régionales suivantes, en 2004.

Et le sujet « gaz à effet de serre » ne quittera plus les agendas politiques, gouvernementaux et parlementaires à partir de la deuxième moitié des années 2000, avec les élections législatives fédérales en 2007 et 2010, des questions/réponses parlementaires, des notes de politiques générales du Ministre en charge de l'Environnement et du Climat et les Plan National Climat.

Trois années sont particulièrement intéressantes d'un point de vue des agendas gouvernementaux : ce sont les années 2007, 2009 et 2011 car les accords et les déclarations gouvernementales vont directement faire référence aux gaz à effet de serre comme enjeu pour les années du gouvernement naissant.

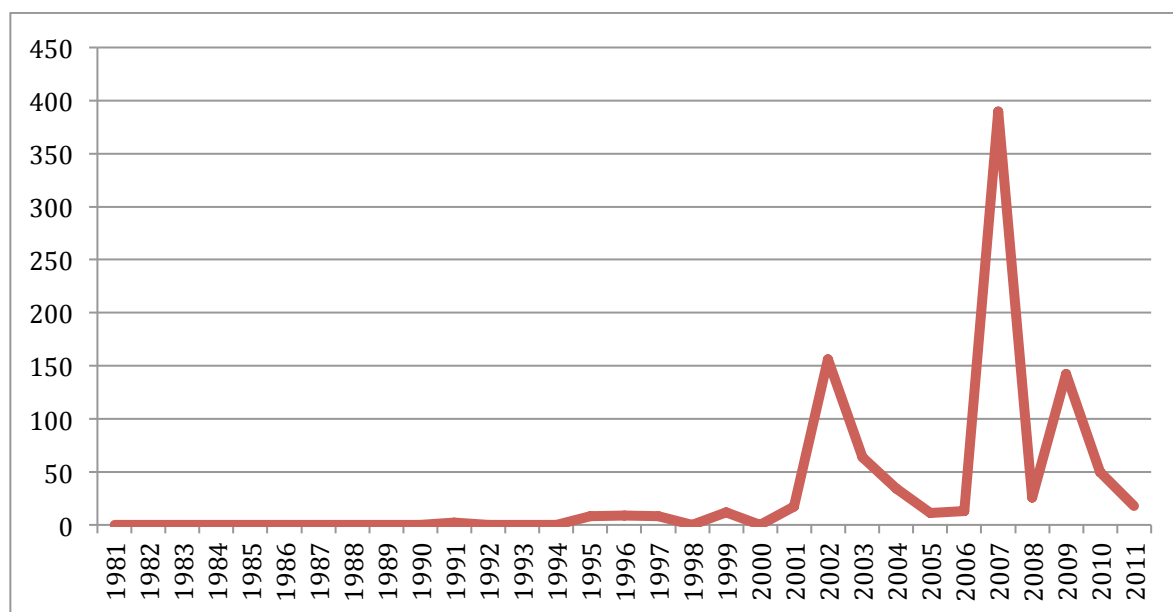
Si l'on considère que les accords et les déclarations sont des lignes directrices pour le gouvernement naissant, nous pouvons considérer en voyant que les « gaz à effet de serre » se trouvent énoncés dans les priorités du gouvernement que c'est une excellente chose pour l'implication de ces mêmes gouvernements dans les enjeux climatiques.

Toutefois, priorités rythment-elles avec urgence ou avec importance ? En effet, savoir que le sujet est enfin inscrit à l'agenda du gouvernement est une très bonne chose étant donné qu'il ne l'avait jamais été avant 2007, par contre, comment le gouvernement en parle et présente cette priorité, c'est une autre chose très importante à savoir, également.

Nous y revenons dans quelques instants, juste le temps de dépasser le stade du comptage du nombre de textes citant les « gaz à effet de serre » pour passer au comptage des occurrences « gaz à effet de serre » dans le temps, afin de se rendre compte de l'importance qu'ils commencent à prendre dans les discours politiques.

PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1981	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1982	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1983	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1984	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1985	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1986	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1987	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1988	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1989	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1990	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	1	NPG	0	1991	1
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1992	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1993	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1994	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	1	PRL/MR	0	PSC/CDH	1	Ecolo	1	QRP	0	NPG	0	1995	3
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	1	NPG	0	1996	1
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	1	NPG	0	1997	1
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	1998	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	1	PRL/MR	1	PSC/CDH	1	Ecolo	1	QRP	0	NPG	0	1999	4
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	0	2000	0
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	4	NPG	0	2001	4
PCN B	0	PNA	0	PNC	1	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	1	NPG	0	2002	2
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	2	PRL/MR	1	PSC/CDH	0	Ecolo	2	QRP	0	NPG	0	2003	5
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	1	Ecolo	0	QRP	2	NPG	1	2004	4
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	4	NPG	1	2005	5
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	0	NPG	1	2006	1
PCN B	1	PNA	1	PNC	0	AGF	1	DGF	1	PS	1	PRL/MR	1	PSC/CDH	1	Ecolo	1	QRP	0	NPG	0	2007	8
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	2	NPG	2	2008	4
PCN B	0	PNA	0	PNC	1	AGF	1	DGF	1	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	9	NPG	1	2009	13
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	0	DGF	0	PS	1	PRL/MR	1	PSC/CDH	1	Ecolo	1	QRP	7	NPG	0	2010	11
PCN B	0	PNA	0	PNC	0	AGF	1	DGF	0	PS	0	PRL/MR	0	PSC/CDH	0	Ecolo	0	QRP	6	NPG	0	2011	7
PCN B	1	PNA	1	PNC	2	AGF	3	DGF	2	PS	6	PRL/MR	4	PSC/CDH	5	Ecolo	6	QRP	38	NPG	6		74

GES : temporalité du corpus (nombre d'occurrences)



Est-ce que le comptage nous éclaire davantage sur l'importance ou l'urgence ou la priorité des gaz à effet de serre dans les agendas politiques, gouvernementaux et parlementaires ?

Pas énormément.

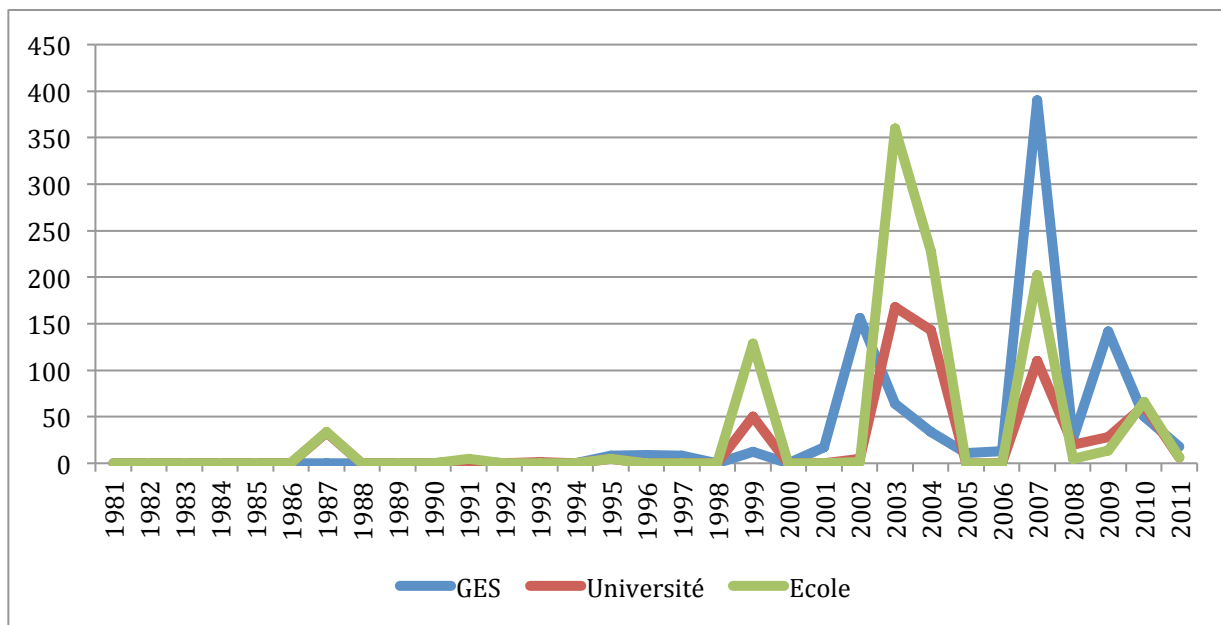
Nous voyons bien qu'à partir de 2002, trois pics d'occurrences sont identifiables : en 2002, 2007 et 2009, mais cela se justifie facilement par la présence des Plan Climat dans le corpus qui font abondamment référence aux gaz à effet de serre.

2003 et 2010 semblent également être deux années qui ressortent du lot, mais cela se justifie également par le fait que ce sont deux années électorales et que les programmes des partis politiques ont pris du poids, beaucoup de poids sur 20 ans. Juste pour donner l'un ou l'autre exemple : CDH environ 260 pages, PS, dans la même fourchette... ECOLO autour de 1000 pages. On pourrait même se dire que dans cette perspective, les gaz à effet de serre ne sont vraiment pas très souvent cités.

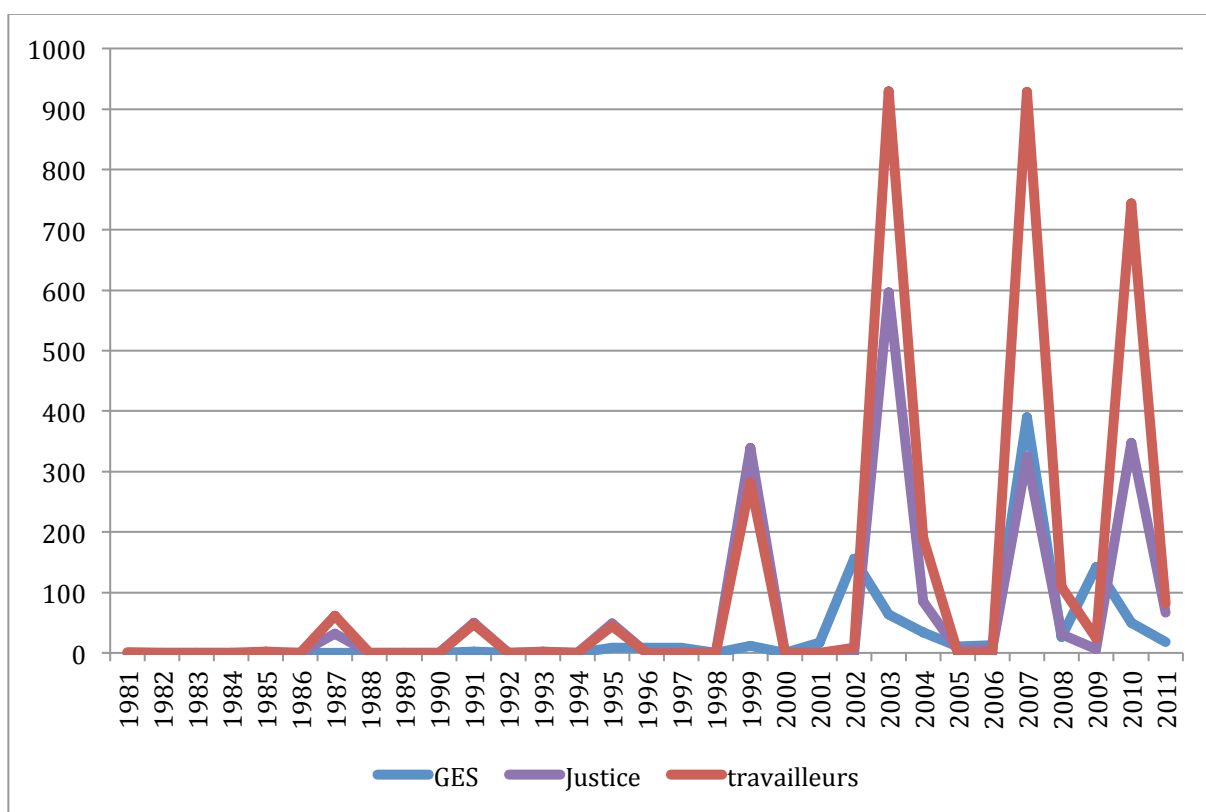
Si l'on comparait avec d'autres occurrences.

J'ai commencé par le comparer à une variable « Université » (en rouge) et « école » (en vert). On se rend compte qu'en termes d'importance du sujet nous sommes, malgré des périodes différentes, plus ou moins dans le même ordre de grandeur et d'importance.

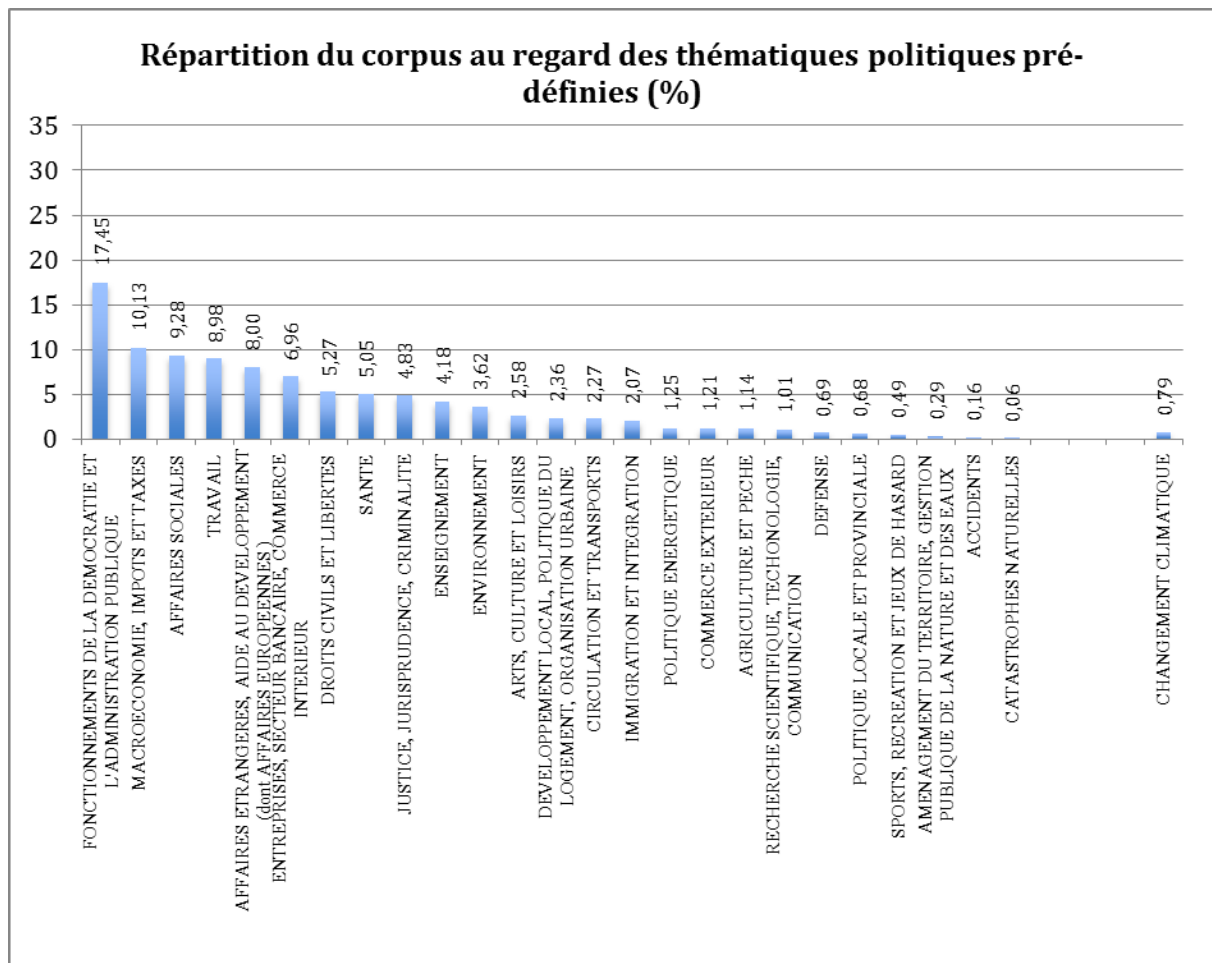
Cela ne nous dit toujours rien, toutefois, sur l'urgence du sujet « gaz à effet de serre ». Nous savons seulement que depuis cinq ans, maintenant, il ne quitte plus l'actualité politique.



Et par rapport aux occurrences « Justice » et « travailleurs » ? Le changement d'échelle est intéressante.



Cela se justifie clairement lorsque l'on regarde la répartition des politiques publiques et de la place attribuée à la politique climatique (gaz à effet de serre compris) dans les programmes des partis politiques depuis la fin des années 1980, cependant : autour de 0,79% de l'ensemble des programmes de partis.



(source : <http://socioargu.hypotheses.org/4377>)

GES : de quoi parle-t-on dans les discours politiques ?

De quoi parle-t-on dans le débat politique, lorsque ces acteurs mobilisent les gaz à effet de serre ?

On y parle :

- de réduction en Belgique et de « bataille » de chiffres :

la réduction d'émission de CO₂ en Belgique qui évolue en fonction des périodes et des objectifs qui évoluent eux aussi entre 1991 (5% pour l'an 2000) et 2011 ; quelques batailles de chiffres entre diminution, stabilisation et augmentation ; la place de la Belgique dans les 56 principaux pays émetteurs de CO₂.

- de la Belgique, du contexte européen et de la transposition des directives et convention-cadre en Belgique :

les programmes nationaux belges et des attentes européennes (*ça commence à sentir la pensée systémique tout cela, il reste à savoir ce que l'on place à l'intérieur du système et ce que l'on considère comme son environnement*) ; la taxation, taxe CO₂ et l'importance de l'appui et l'harmonisation européenne en la matière, la nécessité d'une fiscalité européenne sur les émissions de CO₂ (à l'unanimité des partis politiques) ; les mécanismes de surveillance des Etats membres de l'UE chaque année ; de propositions de règlement au Conseil de l'UE et au

Parlement européen sur les émissions de gaz fluorés à effet de serre ; stratégies européennes de réduction.

- de perspectives temporelles :

« pour l'an 2000 », « d'ici 2020 », « post-2012 » ; les Plans Climat rappellent la longue durée de vie des GES et précisent les années de référence pour agir (1990 ou 1995).

- la responsabilité de l'activité humaine :

L'activité humaine est le facteur principal des émissions de gaz à effet de serre.

- de réchauffement climatique :

les gaz à effet de serre sont le facteur principal du réchauffement climatique.

- de scénarisation :

Tous les documents politiques (Plans Climats, en tête) mettent en avant les différentes scénarisations de l'évolution du climat et des GES, parlent de diminution et de stabilisation des GES ; pour ECOLO, il est grand temps d'agir et demande un échéancier crédible d'un point de vue politique. Tous les partis insistent enfin sur les objectifs ambitieux liés à la réduction des émissions de GES.

- d'amélioration technologique, de production électrique et d'énergie renouvelable :

Les Plans Climat reviennent enfin sur les améliorations technologiques, la production électrique, les énergies renouvelables et la diminution de la demande d'électricité.

- du rôle de tous dans la réduction des GES :

ECOLO invite les communes à agir également à court, moyen et long terme ; de sensibilisation des différents niveaux de pouvoirs et organismes.

- du Protocole de Kyoto :

Au niveau des programmes des partis politiques, on retrouve des prises de position sur la mise en œuvre du protocole de Kyoto (CDH).

- de secteurs d'activité :

Le secteur agricole, sa responsabilité dans les émissions de GES et de la productivité agricole, mesures agroenvironnementales ; la mobilité, la voiture, les transports, les transports combinés, le guide CO2-voiture et le parc automobile belge est également au cœur de l'actualité politique sur les gaz à effet de serre ; le bâtiment, la construction, la proposition des Eco-construction ; l'industrie et l'évolution des émissions de GES.

- d'aide aux pays en voie de développement :

L'aide au pays en voie de développement dans leurs mesures de réduction des émissions de GES.

- de l'étranger :

De la Chine et les USA et leurs émissions de GES.

- de révolution énergétique :

Le CDH parle quant à lui d'une nécessaire révolution énergétique.

- de quotas de CO2 :

Les allocations de quotas de CO2 et de leur mise aux enchères.

- La déforestation et les ressources forestières en Belgique et dans le monde ;
- Empreinte carbone
- objectif 2°C
- De partage des compétences en Belgique
- De transparence de la mise en œuvre
- De sécurité d'approvisionnement
- Du nucléaire
- De la généralisation du principe pollueur-payeur
- De gouvernance mondiale du climat

Gaz à effet de serre : l'évolution des périodes et des discours

On y voit à présent plus clair concernant les liaisons entre les gaz à effet de serre, les discours politiques, peut-être pas encore complètement concernant les acteurs en présence... quoique ! ça se dessine et les contours du système...

Par contre, on ne sait pas comment ces sujets se répartissent dans le temps.

Voici, ce que Prospéro, en fonction des occurrences qu'il identifie dans les discours, paragraphes et phrases, nous propose comme découpage temporel des débats et des 74 textes abordant les GES.

14 périodes réparties comme suit :

	Nombre de période (14)	Remarques	Nombre de textes par période
1	du 5/6/1991 au 31/10/1996		5
2	du 13/5/1997 au 13/6/1999	Isolé une question et réponse parlementaire	1
3	du 13/ 6/1999 au 2/1/2002		9
4	du 14/ 1/2002 au 23/4/2003		6
5	du 13/ 6/2004 au 28/12/2004		4
6	du 8/ 2/2005 au 22/11/2006		6
7	du 1/ 1/2007 au 1/ 1/2007	Isolé PCNB et PNA	2
8	du 10/ 6/2007 au 10/ 6/2007	Ici, Prospero a isolé le programme ECOLO	1
9	du 10/ 6/2007 au 11/ 4/2008		6
10	du 18/ 8/2008 au 1/ 1/2009		4
11	du 2/ 6/2009 au 26/ 2/2010		14
12	du 18/ 3/2010 au 13/ 6/2010		7
13	du 18/ 8/2010 au 7/ 4/2011		6
14	du 7/ 7/2011 au 6/12/2011		3

Même si les périodes doivent faire l'objet d'un regroupement thématique, ce qui est intéressant, dans un premier temps et pour illustrer notre réflexion, c'est la manière dont les 74 textes sont scindés.

PERIODE1		PERIODE2		PERIODE3		PERIODE4		PERIODE5		PERIODE6		PERIODE7	
CHANGEMENT CLIMATIQUE@	41	CHANGEMENT CLIMATIQUE@	67	CHANGEMENT CLIMATIQUE@	701	CHANGEMENT CLIMATIQUE@	115	CHANGEMENT CLIMATIQUE@	33	CHANGEMENT CLIMATIQUE@	38	CHANGEMENT CLIMATIQUE@	3503
mesures	11	réduction	25	CH4	77	production	39	ETAT-CENTRAL@	29	VOITURE@	11	Other	1711
Belgique	10	utilisation	17	RNR@	66	moyens	26	EUROPE@	13	réduction	9	Oil	1260
mégatonnes	10	objectifs	13	PLAN CLIMAT@	54	programme	26	production	10	kilomètre	9	Gas	1214
		L'INTERNATIONAL@	11	mesures	52	taxe	25	TRANSPORTS@	9	valeur	8	Coal	1193
programme	8	Belgique	11	EUROPE@	50	PARTI POLITIQUE@	21	réduction	8	acquisition	8	Biomass	1147
impact	6	ETAT-CENTRAL@	11	BATIMENT@	43	mesures	18	Mobilité	7	maximum	8	CH4	712
énergie	6	développement	11	Émissions	42	réduction	18	Entreprises	7	euros	8	NOx	660
plan	6	TRANSPORTS@	9	Mtonnes	40	impact	14	énergie	6	conventions	7	CO	656
température	6	énergie	9	GIEC@	39	TRANSPORTS@	13	REJETS@	6	ETAT-CENTRAL@	6	NMCOV	650
correction	6	cotisation	8	chaleur	38	revenus	13	Énergie	6	mesure	6	Estimates	648
environnement@	5	environnement@	7	taxe	37	évaluation	12	gaz	5	produits	6	Energy	411
réduction	5	azote	7	ETAT-REGION@	35	échancier	12	utilisation	5	appareils	6	Source	335
consommation	5	innovation technologique	7	EXPERT-EXPERTISE@	35	ressources naturelles	12	belge@	4	biocarburants	6	categories	325
scénario	5	incitation	7	scénario	34	épuiement	12	véhicules	4	EUROPE@	5	combustion	297
	5	mesures fiscales	7	période	33	gestes	12	matière	4	revenus	5	EXPERT-EXPERTISE@	285
	5		7	réduction	33	impôt	10	combustibles	4	énergie	5	GIEC@	282
l'an 2000	5	PARTI POLITIQUE@	7	Plan	33	sensibilisation	10	termes	4	révision	5	Fuel	270
LA-FRANCE@	4	effet	7	Mt	32	des objectifs	10	rejet	4	taux	4	Fugitive	270
efforts	4	objectif	6	Energie	32	secteur	10	sources	4	impact	4	Waste	257
dioxyde de carbone	4	équipements	6	énergie	31	travail	10	électricité	4	aspect	4	transformation	231
	4		6	niveau	31	consommation	10	investissements	4	exercice	4	Industry	222
	4	niveau	6	bureaux	28	environnement@	10	ENTREPRISES@	4	imposition	4	kton	192
	4	la politique	6	boilers	28	RNR@	9	impact	4	Guide	4	fuel	192
	4	cotisations	6		27	Belgique	9	environnement@	4	fin	4	Agricultural	180
B165	4		6	l'objectif	26	L'INTERNATIONAL@	8	équivalent	4	module	4	Iron	176
	4	instauration	6	Cogénération	24	fiscalité	8	dioxyde de carbone	4	calcul	4	Chemical	176
	4	HCFC	6	Eclairage	24	réductions	8	atmosphère	4	directive	4	waste	168
	4	CFC	6	Equipements	24	électricité	8	réchauffement	4	qualité	4	Forest	168
cadre	4	efforts	6	rendement	24	plan	8	effet	4	période	4	Small	154
revenus	4	equilibre	6	SF6	23	CSG	7	unité	4	environnement@	3	PJ	154
taxation	4	belge@	6	atmosphère	23	énergie	7	SF6	4	belge@	3	Solvent	150
taxe	4	énergie	5	quantité	23	financement	7	soufre	4	campagne	3	Land	147
mesures fiscales	4	rendement énergétique	5	environnement@	22	diminution	7	hexafluorure	4	mesures	3	Solid	139

puits	4	N2O	5	gestion	22	facteurs	7	étude@	3	moyennes	3	Electricity	138
L'INTERNATIO NAL@	4	mecanisme	5	Dioxyde	22	mise en oeuvre	6	charbon	3	baisse	3	Programme	138
combustibles	4	conjointe	5	carbone	21	niveau	6	chambre	3	législation	3	production	130
	4	emission	5	moyenne	21	SECU@	6	Energie nucléaire	3	transpositio n	3	Belgium	129
belge@	4	commerce	5	amélioration	21	potentiel	6	application	3	TOURISTES @	3	International	128
ETAT- CENTRAL@	3	mecanismes	5	Conseil	21	mobilité	6	Plan	3	stratégie	3	Transport	127
	3	partenaires	5	stabilisatio n	21	mobiliers	6	Maîtrise	3	économies d'énergie	2	Agriculture	104
	3	vehicules	5	ETAT- CENTRAL@	20	fortune	6	Energie	3	système	2	application	99
	3	rail	5		20	capital	6	MRW	3	investisseur	2	mesures	96
capitaux	2	transports en commun	5	Récupérati on	20	taxation	6	secteurs	3	royaux	2	énergie	95
	2	combinaison	5	Substitutio n	20	charges	6	consommation	3	proposition	2	Products	93
harmonisation	2	COV@	5	euros	20	pays	6	proposition	3	réduction d'émissions	2	Mineral	93
epargne	2	Dioxine	5	engagemen t	20	énergies renouvelables	6	combustion	3	emploi	2	Non-Metallic	93
comportement s	2	mesures	5		19	emploi	6	croisière	3	un objectif	2	Organic	93
accord	2	ENTREPRISES@	5	décision	19	amélioration	6	vitesse	3	terme	2	CoalBiomass	93
pays voisins	2	contenus	5	belge@	18	moyenne	6	projet	3	réponse	2	animal	90

PERIODE8		PERIODE9		PERIODE10		PERIODE11		PERIODE12		PERIODE13		PERIODE14	
CHANGEME NT CLIMATIQUE@	77	CHANGEME NT CLIMATIQUE@	38	CHANGEME NT CLIMATIQUE@	176	CHANGEME NT CLIMATIQUE@	43	CHANGEME NT CLIMATIQUE@	36	CHANGEME NT CLIMATIQUE@	28	PLAN CLIMAT@	6
TRANSPORT S@	28	énergie	13	COP	32	système	14	EUROPE@	26	coût	10	enchères	6
EUROPE@	27	EUROPE@	11	CO	32	EUROPE@	10	impact	17	équivalent	10	quotas	6
VOITURE@	27	L'INTERNATI ONAL@	10	voor	27	réduction	10	TRANSPORTS	16	forêts	9	CHANGEME NT CLIMATIQUE@	5
développemen t	18	LE- NUCLEAIRE- EN- GENERAL@	7	EUROPE@	21	pays	9	prix	15	fonds	9	loi	5
pays	11	produits	7	PLAN CLIMAT@	19	réduction d'émissions	8	émettrices	14	réponse	8	BATIMENT @	4
véhicules	10	ETAT- CENTRAL@	6	mesures	19	ETS	8	produits	14	crédits	7	secteur	4
capture	10	fiscalité	6	carbon	17	Registre	8	L'INTERNATI ONAL@	12	L'INTERNATI ONAL@	6	mécanisme	4
fonction	10	coût	6	GIEC@	16	L'INTERNATI ONAL@	6	pays	11	période	6	ETAT- REGION@	4
L'INTERNAT IONAL@	9	PARTI POLITIQUE@	6	CPAS	16	production	6	ETAT- CENTRAL@	10	moyen	6	base	4
quotas	9	modalités	6	CIMIT	16	réponse	6	PARTI POLITIQUE@	10	augmentation	6	proposition	4
belge@	8	régime fiscal	6	Conférence	16	des objectifs	6	réduction	10	loi	5	trajectoire	4
secteur	8	réduction	5	Conferentie	16	émetteurs	6	niveau	9	JI/CDM	5	réduction d'émissions	4
construction	8	moyens	5	CIRCLE	16	CHINE@	5	développement	9	DEPARTEMEN T@	4	montant	3
maison	8	modèle	5	CNC	16	ETAT- CENTRAL@	4	publicité	8	Belgique	4	contribution	3
bois	8	module	5	Climate	16	manière	4	gaz	8	stockage	4	financement	3
réalité	8	CENTRALE-	4	véhicules	16	pays en	4	charbon	8	Fonds	4	impacts	2

		NUCLEAIRE@			développement								
consommation	8	PLAN CLIMAT@	4	environnement@	15	base	4	CENTRALE-NUCLEAIRE@	7	réduction	4	savoir-faire	2
équivalent	8	pays	4	énergie	15	évaluation	4	recours	7	la politique	4	nouvelles technologies	2
mécanismes	7	diminution	4	dioxyde de carbone	14	impact	4	énergie	7	financement	4	TIERS-MONDE@	2
réduction	7	prises	4	VOITURE@	13	classement	4	VOITURE@	6	affirmative	4	belge@	2
LE-NUCLEAIRE-EN-GENERAL@	6	des objectifs	4	réduction	13	règles	4	information	6	incidence	4	ENTREPRIS ES@	2
PARTI POLITIQUE@	6	financement	4	période	13	module	4	encadrement	6	projets	4	produits	2
émetteurs	6	croissance	4	EXPERT-EXPERTISE@	12	transactions	4	mise en oeuvre	6	projet	4	biocarburants	2
train	6	ONU@	4	Mt	12	jour	4	étiquetage	6	aperçu	4	mesure	2
modes	6	label	4	équivalent	12	MONDE-RURAL@	4	réduction d'émissions	6	d'ici 2020	4	bilans	2
personne	6	environnement al	4	TRANSPORTS@	11	risque@	3	concertation	6	CHINE@	4	filière	2
filière	6	CONSOMMATEURS@	4	Belgique	11	secteur	3	système	6	gestion	4	seuil	2
objectif	6	services	4	bilan	10	mécanismes	3	activités	6	Énergie	4	réduction	2
niveaux	5	taxation	4	L'INTERNATIONALE@	8	mise en oeuvre	3	taux	6	programme	3	budget	2
production	5	systèmes	4	registre	8	Réponse	3	utilisation	6	Réponse	3	ressources	2
RNR@	5	composante	4	Centre	8	publication	3	instabilité	6	publication	3	Taxe	2
allocations	5	plan	4	Parties	8	Date	3	CONSOMMATEURS@	5	Date	3	Transactions	2
augmentation	5	énergie fossile	4	Conference	8	Publication	3	accord	5	B021	3	répartition	2
système	5	euros	4	Partijen	8	antwoord	3	mécanismes	5	Publication	3	efforts	2
technologies	5	promotion	4	parties	8	Statut	3	véhicules	5	antwoord	3	recettes	2
Belgique	5	VOITURE@	4	Gewesten	8	matière	3	des objectifs	5	Statut	3	issues	2
pétrole	5	Guide	4	Staat-	8	figure	3	mesures	5	matière	3	ACTION PUBLIQUE@	2
environnement@	5	Registre	4	OVERleg	8	réductions	3	climat	5	estimations	3	POLITIQUE PUBLIQUE@	2
production d'énergie	5	objectifs	3	ENergie	8	industriel	3	Energie nucléaire	5	Agenda	3	entités fédérées	2
plans	5	sorte	3	ENOVER	8	impacts	3	label	5	Composition	3	LE-POUVOIR@	2
TRAVAILLEURS@	4	accord	3	Energie	8	environnement@	2	évaluation	5	environnement@	2	négociation	2
CHERCHEURS@	4	Belgique	3	Régions	8	accord	2	électricité	5	prises	2	Recettes	2
secteurs	4	l'objectif	3	Etat-	8	capacité	2	sécurité d'approvisionnement	5	mesure	2	sommet	1
place	4	investissements	3	CONCertation	8	crédits	2	DECHETS-EN-GENERAL@	4	pays	2	Cancun	1
biocarburants	4	matière	3	CONCERE	8	potentiel	2	sécurité	4	point de vue	2	Centre	1
charbon	4	base	3	CONCEREEN OVER	8	mesures nationales	2	train	4	l'an 2000	2	technologie	1
renforcement	4	recettes	3	ICL	8	précoces	2	quotas	4	végétation	2	EXPERT-EXPERTISE@	1
maximum	4	développement	3	Interministeriële	8	évolution	2	messages	4	étude@	2	réseau	1
risque@	4	utilisation	3	conferentie	8	POPULATION - GENERALE@	2	PIB	4	CHERCHEURS@	2	projets	1

Ce n'est pas toujours évident, en quelques minutes d'interpréter un tableau comme celui-là, mais il est facilement identifiable les moments de transition et de basculement des discours et les moments d'argumentation politique.

Ce qui m'amène, les choses sont bien faites, à l'argumentation politique et les GES, pour en extraire une en particulier : les GES pour l'argument nucléaire.

3. GES et argumentation politique

Le débat nucléaire sur la sortie ou la continuation, à la moitié des années 2000, a bien failli tourner court et détruire complètement l'argumentation des groupes anti-nucléaires avec l'argument politique et l'argument des pro-nucléaires : « l'énergie nucléaire ne produit pas de GES ». Tout comme, on a pu craindre en France lors des dernières élections présidentielles que l'argument de la crise économique et des bas salaires ne ruinent les espoirs écologiques de s'orienter vers une sortie progressive du nucléaire.

Un exemple article sur l'analyse de l'argumentation climatique et de la lutte contre les GES est celui de Francis Chateauraynaud, « Sociologie argumentative et dynamique des controverses : l'exemple de l'argument climatique dans la relance de l'énergie nucléaire en Europe ». Dans cet article, Chateauraynaud montre comment les anti-nucléaires ont eu toutes les peines du monde à contre-argumenter sur le fait que le nucléaire pouvait aider à lutter contre le réchauffement climatique et la réduction des GES. Ils ont notamment contre-argumenté sur le terrain de l'environnement en disant que le nucléaire n'était pas la solution car cela posait un énorme problème en termes de gestion des déchets.

Pourquoi je viens avec l'analyse de l'argumentation des GES dans la sortie du nucléaire, me direz-vous ?

Parce que j'ai vu en période 5, 9 et 12 : énergie nucléaire en lien avec GES et ça m'a directement fait pensé à l'étude de Francis Chateauraynaud.

Et qu'ai-je pu alors lire à deux reprises ? « L'énergie nucléaire ne produit en effet ni gaz à effet de serre, ni polluants acides et n'appauvrit pas la couche d'ozone ».

Nous voyons donc que l'argumentation climatique et l'argumentation autour des GES peut servir politiquement ; ce ne sont pas juste des discours politiques, mais on y retrouve de réelles formes argumentatives.

Et je voulais vous montrer la différence. Nous ne sommes plus ici dans l'énumération des mesures à prendre pour réduire les GES, mais à ce niveau de l'analyse, les GES sont eux-mêmes utilisés comme argument politique dans une autre politique pour défendre un point de vue et une orientation politique.

4. GES, contraintes politiques et système

A présent, après avoir vu les impacts d'une argumentation politique appuyée par les GES et l'enjeu climatique sur d'autres sujets et après avoir vu de manière qualitative et quantitative la portée des discours politiques sur les GES, je vous propose de revenir sur la pensée systémique et les contraintes que l'on peut identifier au sein du système et dans son environnement.

Contraintes – Temporalités différentes

Je souhaiterais premièrement mettre en exergue les contraintes temporelles qui influencent largement un dossier comme le dossier climatique et les réductions des GES.

En effet, parler de politique, c'est aussi et surtout parler de temps politique, de prospective, de scénarisation et perspective sur une échelle temporelle.

Le temps politique, d'abord, c'est quoi ? Comment les acteurs politiques, les décideurs se représentent-ils le temps ? Il y a sur ce point plusieurs agendas du politique.

Le premier : il ne faut jamais l'oublier, ce sont les élections qui fixent le rythme des politiques. Et lorsque vous enchaînez, pour certains acteurs politiques, élections législatives fédérales, régionales, européennes, avec les changements de portefeuilles, etc. ce n'est pas simple d'avoir une perspective à long terme sur une politique aussi importante que la politique climatique.

Le deuxième agenda politique rejoint les agendas internationaux sur la politique climatique et sur les émissions des GES. En effet, les différents niveaux de pouvoir ont des répercussions les uns sur les autres, et il convient, dans une pensée système, d'en tenir compte.

Le troisième agenda est un agenda imprévisible : c'est l'agenda des catastrophes et des événements qui viendront inéluctablement redéfinir les priorités politiques d'un État. Ce faisant, et nous l'avons déjà abordé au début de la présentation, alors que les acteurs politiques parlent d'importance et d'urgence climatique, cette thématique n'est pas au cœur de la déclaration gouvernementale, la crise économique ayant occulté les enjeux climatiques. Et les priorités fixent bien entendu le budget d'un État.

La contrainte temporelle porte également sur la notion de l'urgence et la confrontation de temporalités différentes entre les scientifiques et les politiques. Parler d'urgence climatique sur 50 ans pour un politique, et lui parler d'une urgence économique sur 2 à 4 ans, c'est très différent. D'une part, certains de ces électeurs sont directement touchés par la crise économique et l'urgence de la perte d'emploi. D'autre part, si l'on compte en termes de législatures, 50 ans, c'est une éternité politique. Or, pour le temps de la science ou d'un scientifique, l'urgence a une toute autre signification et représentation temporelle. Il faut donc tenir compte que certains politiques, comme la politique climatique, reposent sur des échéances et des échelles temporelles hors de portée de l'action des acteurs politiques actuelles.

Si nous transposons l'urgence climatique sur une échelle temporelle politique, il s'agit d'une échelle temporelle politique à très long terme tandis que l'urgence économique est, elle, une urgence à très court terme.

La contrainte temporelle pour le système est donc extrêmement importante à prendre en compte.

Contraintes – Elargir la focale : changement climatique ?

Raisonné en termes de pensée système, c'est également prendre en compte la contrainte de la ramification de la thématique et de sa complexité.

En effet, vouloir envisager la réduction des émissions des GES, c'est toucher à toutes les matières.

C'est d'abord l'envisager au travers des politiques climatiques et environnementales.

C'est ensuite l'envisager au travers de la scénarisation des futurs possibles pour notre société.

C'est également l'envisager au travers des politiques d'innovation.

Sans oublier les politiques économiques, d'aménagement du territoire, des transports, de l'urbanisme, le budget, etc.

La pensée systémique appliquée aux gaz à effet de serre, c'est donc étudier une toile d'araignée ; c'est prendre en compte l'ensemble des politiques publiques quasiment d'un État.

Contraintes – Les échelles : inter, UE, nation, régionale, etc. ; De qui parle-t-on ?

Enfin, la dernière contrainte du système, ce sont les niveaux politiques de la décision, autrement dit, les différents niveaux de pouvoir. Car, en effet, parler de changement climatique, de réchauffement climatique et de gaz à effet de serre, c'est prendre en compte le niveau international, européen, national, régional et local.

Je me suis pris au jeu hier de faire le test dans mon corpus de textes en essayant d'identifier les acteurs politiques cités.

Le résultat est intéressant puisque l'on se rend compte que plus le dossier évolue dans le temps, plus les enjeux et les entités différentes entre dans ce cercle des décideurs.

Au début des années 1990, le niveau de pouvoir mobilisé dans le discours et associé à la problématique se concentre sur le niveau belge fédéral.

Au milieu des années 1990, les acteurs s'élargissent en comptant la Belgique, l'Europe et les pays voisins de notre pays comme acteurs essentiels sur cette thématique.

A la fin des années 1990, on retrouve l'ensemble des acteurs précédemment cités et, si l'on parle d'instrument fiscal sur les émissions de CO₂, il ne peut être envisagé qu'avec un grand nombre d'États membres de l'OCDE.

Et à partir du début des années 2000, les instances internationales (ONU, GIEC, FMI) sont constamment mobilisées dans les discours politiques, l'Union européenne et l'ensemble de ses institutions se voient également constamment mobilisées, les entités fédérales et fédérées belges avec des Plans climat parfois différents entre Régions de notre pays, sans compter les pouvoirs locaux, etc.

Bref, lorsque l'on voit les niveaux de pouvoir et puis les différentes entités à chaque niveau de pouvoir, on peut comprendre la contrainte que les échelles politiques représentent.

5. GES, discours politiques et acteurs « scientifiques »

De manière très courte, vu le temps qu'il me reste, je viens rapidement à parler de l'« usage » des scientifiques dans les programmes politiques. Ils sont moins mobilisés pour développer un argumentaire politique que pour renforcer un discours politique.

Les acteurs scientifiques, les instances scientifiques sont essentiellement considérées dans les discours politiques comme des arguments d'autorité. On mobilise les scientifiques et les experts pour asseoir un discours et convaincre son auditoire et ses électeurs, et moins, pour faire part d'un raisonnement scientifique. Les arènes sont très différentes, les discours le sont donc tout autant.

Ainsi, par exemple, dans les discours politiques, on peut retrouver :

« L'IPCC (International Panel on Climate Change) - forum mondial composé d'environ 2500 scientifiques et experts » (PNC, 2002).

En termes de renforcement de l'argument, la présence de l'expert et du scientifique est très importante dans les discours politiques car cela donne une justification et du poids à l'action publique. Les experts et les scientifiques sont ici mobilisés pour donner une direction à l'action publique et lui donner du crédit.

Conclusion : Adaptation forcée ? Adaptation préventive ? « Adaptation éclairée » ...

Pour conclure, je souhaiterais revenir sur le concept d'« adaptation » pour nous demander, « c'est quoi l'adaptation ? ».

Est-ce un nouveau concept qui remplacerait la notion d'« incertitude » ?

Pour Chateauraynaud, parler d'« adaptation », d'un point de vue de l'étude du discours politique et de l'argumentation, c'est donner un nouvel axe de vue, une nouvelle manière de penser l'incertitude et de déplacer la focale. On retrouve cela dans les discours politiques largement. Cela pourrait être vu comme une forme de recadrage linguistique : « ne dit plus incertitude, mais adaptation ». On voit bien l'idée sous-jacente.

Pour Chateauraynaud, toujours, le dispositif d'adaptation prend le pas dans l'étude des risques sur le discours de l'incertitude.

Mais le changement de paradigme n'explique pas tout. Avec la montée des préoccupations liées aux impacts du changement climatique (CC), la question de la vulnérabilité et de l'adaptation des sociétés s'est particulièrement affirmée ces dernières années. L'adaptation interroge la capacité des sociétés à changer leur trajectoire pour affronter des conditions environnementales dont certaines sont déjà présentées comme inéluctables, voire irréversibles (montée des eaux et vulnérabilité des littoraux, événements extrêmes, variation de la disponibilité des ressources en eau, augmentation de la température mondiale, etc.).

La définition de l'adaptation renvoie cependant à des réalités différentes. En effet, parler d'adaptation forcée ou préventive ne renvoie pas à une même réalité et à une même représentation de la société, du présent et du futur.

De même, elle n'aura pas la même réalité et signification si elle concerne des politiques publiques, des comportements individuels, des processus technologiques, des référents culturels ou encore les fondements des systèmes économiques.

Quoi qu'il en soit, l'adaptation conduit à une redéfinition des modes de pensée qui sont à la base de nos conceptions des rôles de l'État, du marché, des collectivités locales, de l'individu, de l'entreprise privée, etc. L'Etat devient « stratège », oblige de se projeter dans un avenir qu'il ne maîtrise pas et qui bien souvent se trouve hors de la portée de l'action et du temps des décideurs politiques d'aujourd'hui.

Mais parler d'adaptation, n'est-ce pas également faire un aveu d'échec face aux défis climatique ? D'un point de vue politique, il y a une différence entre l'étape préventive et l'étape d'adaptation dans la justification et dans le discours. Meadows s'interrogeait en 1972 dans « Limits to Growth » sur « comment éviter le dépassement » ; aujourd'hui, il s'interroge dans la mise à jour de son ouvrage sur « comment faire pour revenir dans les limites de la planète ? ». Cela illustre bien ce changement de paradigme.

Je privilégierais pour ma part une interprétation de l'évolution que nous vivons comme une « adaptation éclairée ». En effet, les discours semblent de plus en plus orientés vers les « générations futures », tournés vers le futur. Dès lors, je m'interroge sur le fait de savoir si aujourd'hui, « le futur ne devient-il pas un nouveau mode de gouvernance ? »

Je pense que sur certains points, on se rapproche, je ne dirai pas de plus en plus, mais petit à petit, d'une forme de « catastrophisme éclairé » que développe Dupuy. Autrement dit, considérer le futur comme déjà advenu et nous obligeant alors à nous adapter en conséquence.

Dans cette perspective, l'adaptation serait un concept qui viendrait ici remplacer l'incertitude, puisque le futur étant advenu, l'incertitude du pire scénario aurait en quelque sorte été réduit à un présent effectif et, dans ce cas, nous devrions nous adapter à une situation nouvelle, considérée comme advenue.

Autrement dit et dans cette vision, la température mondiale a augmenté de 3°C (ce n'est plus un scénario, mais une réalité), il nous faut donc aujourd'hui, non plus, nous y préparer comme un futur ou un scénario potentiel mais, nous adapter à une réalité effective.

Avec le principe ou le paradigme de l'adaptation, nous transformons notre manière de nous penser et de nous projeter dans l'avenir. Puisque par essence, nous ne nous projetons plus dans un avenir incertain, mais nous choisissons un scénario auquel nous décidons de nous adapter. Nous ne nous projetons plus dans le futur, mais nous intégrons le futur et le scénario du pire (ou le scénario choisi) dans notre présent et dans notre quotidien.

Merci de votre attention !